

## Publications économiques et financières



### Conjoncture financière

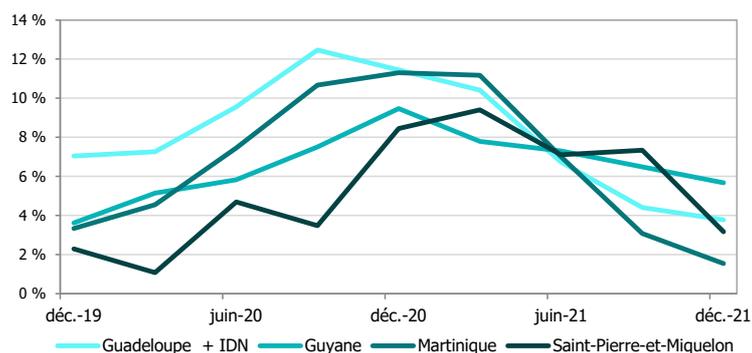
N° 716 / Juin 2022

# Tableau de bord des indicateurs monétaires et financiers au 31 décembre 2021 dans les DOM et COM de la zone euro

## Évolution globale

### Les encours globaux de crédits

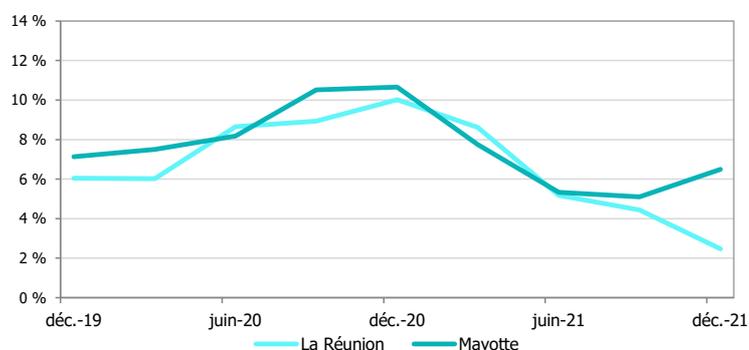
Évolution des encours de crédits totaux dans l'océan Atlantique  
(en glissement annuel)



Au 31 décembre 2021

	Encours brut (en millions d'euros)	Taux de croissance annuel
Guadeloupe + IDN	13 514	3,8 %
Guyane	4 407	5,7 %
Martinique	11 998	1,5 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	227	3,2 %
<b>Total océan Atlantique</b>	<b>30 147</b>	<b>3,1 %</b>

Évolution des encours de crédits totaux dans l'océan Indien  
(en glissement annuel)



Au 31 décembre 2021

	Encours brut (en millions d'euros)	Taux de croissance annuel
Mayotte	1 545	6,5 %
La Réunion	27 882	2,5 %
<b>Total océan Indien</b>	<b>29 427</b>	<b>2,7 %</b>

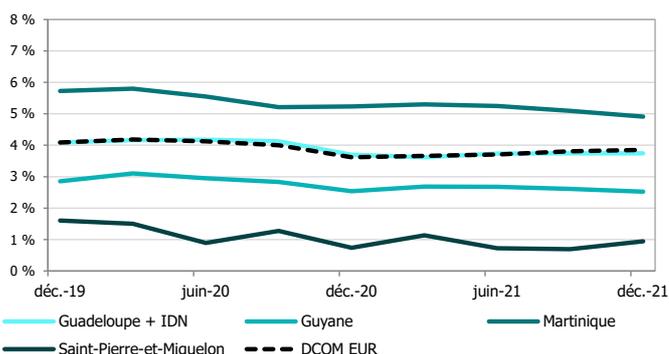
Au 31 décembre 2021

	Encours brut (en millions d'euros)	Taux de croissance annuel
<b>Total DCOM zone euro</b>	<b>59 574</b>	<b>2,9 %</b>

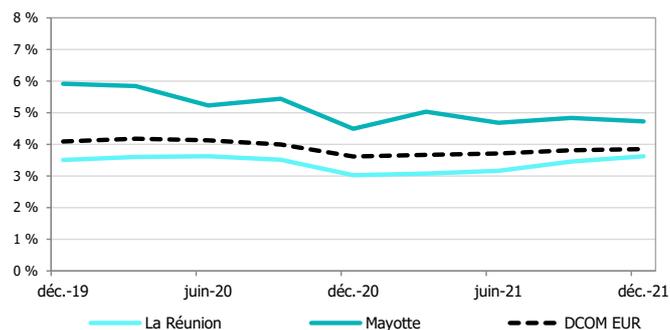
Sources : SURFI et Banque de France (Service central des risques)

## L'évolution de la sinistralité\*

Évolution du taux de créances douteuses dans l'océan Atlantique



Évolution du taux de créances douteuses dans l'océan Indien



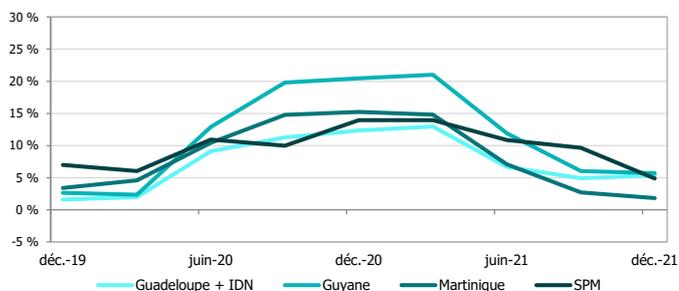
Source : SURFI

Pour mémoire, le taux de sinistralité observé à fin 2018 pour les établissements de crédit en France, pour leur activité en France uniquement, est de 3,3 % (source : ACPR).

## L'évolution des actifs financiers\*

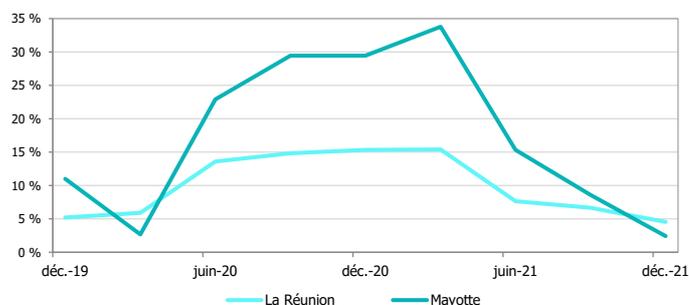
### Par géographie

Évolution des actifs financiers dans l'océan Atlantique (en glissement annuel)



Au 31 décembre 2021	Actifs financiers (en millions d'euros)	Taux de croissance annuel
Guadeloupe + IDN	11 535	5,4 %
Guyane	2 685	5,7 %
Martinique	9 830	1,8 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	296	4,9 %
<b>Total océan Atlantique</b>	<b>24 346</b>	<b>3,9 %</b>

Évolution des encours des actifs financiers dans l'océan Indien (en glissement annuel)



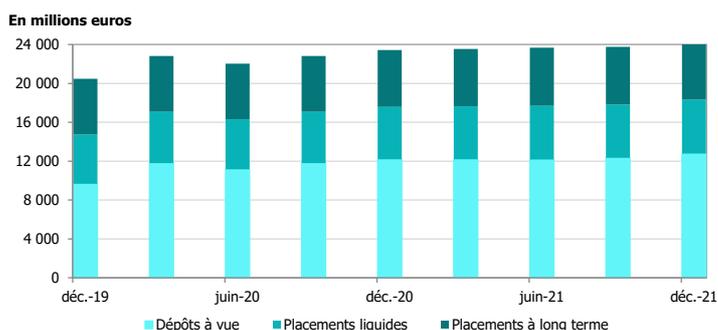
Au 31 décembre 2021	Actifs financiers (en millions d'euros)	Taux de croissance annuel
La Réunion	19 096	4,6 %
Mayotte	935	2,4 %
<b>Total océan Indien</b>	<b>20 032</b>	<b>4,5 %</b>

Au 31 décembre 2021	Actifs financiers (en millions d'euros)	Taux de croissance annuel
<b>Total DCOM zone euro</b>	<b>44 378</b>	<b>4,2 %</b>

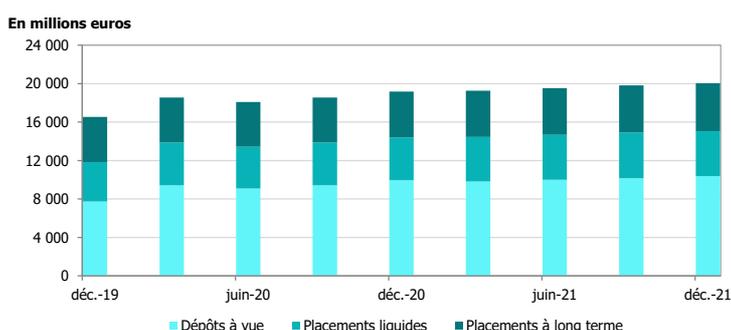
Source : SURFI

### Par composante

Évolution des principales composantes des actifs financiers dans l'océan Atlantique



Évolution des principales composantes des actifs financiers dans l'océan Indien



Source : SURFI

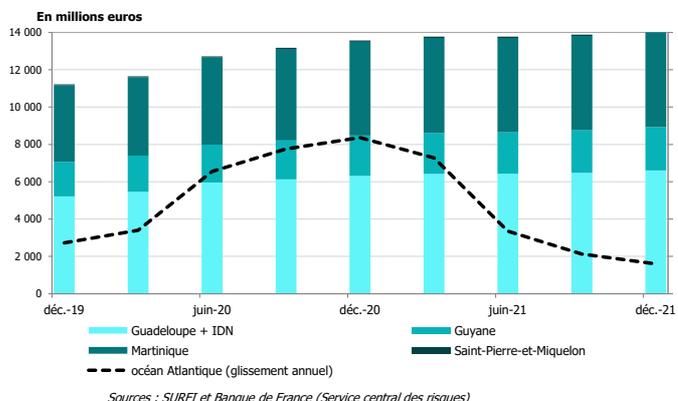
\* Ces données concernent les seuls établissements de crédit installés localement

# Le financement des entreprises

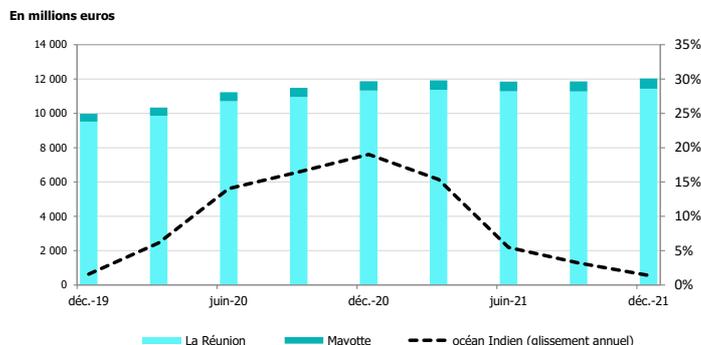
## Évolution des encours de crédits aux entreprises

### Répartition par géographie

Évolution des encours de crédits aux entreprises dans l'océan Atlantique

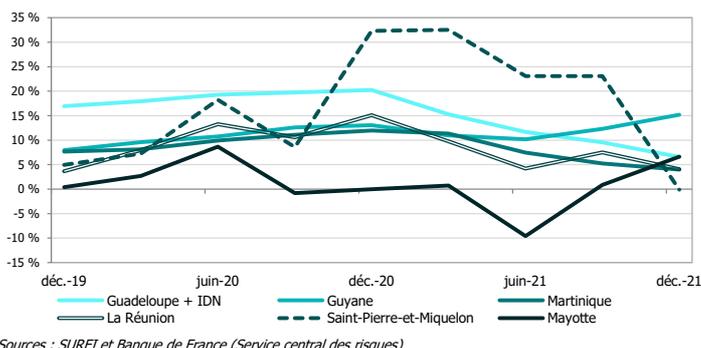


Évolution des encours de crédits aux entreprises dans l'océan Indien

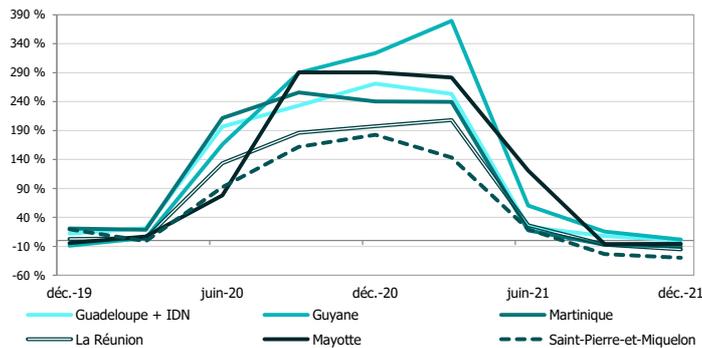


## Évolution des encours de crédits d'investissement et de trésorerie

Évolution des crédits d'investissement (en glissement annuel)



Évolution des crédits de trésorerie (en glissement annuel)



### Crédits totaux aux entreprises

En glissement annuel	déc.-19	mars-20	juin-20	sept.-20	déc.-20	mars-21	juin-21	sept.-21	déc.-21
Guadeloupe + IDN	9,3 %	10,7 %	18,6 %	20,4 %	21,0 %	17,5 %	7,9 %	5,9 %	4,8 %
Guyane	3,4 %	6,0 %	10,8 %	12,1 %	17,1 %	13,2 %	9,3 %	8,9 %	7,4 %
Martinique	5,4 %	6,9 %	16,1 %	21,6 %	22,4 %	21,2 %	8,4 %	3,0 %	1,7 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	6,5 %	5,1 %	18,9 %	16,5 %	38,6 %	32,3 %	23,4 %	13,7 %	-3,3 %
La Réunion	1,6 %	6,1 %	14,0 %	16,3 %	19,0 %	15,3 %	5,4 %	3,0 %	0,9 %
Mayotte	1,8 %	5,7 %	14,5 %	19,3 %	19,7 %	16,7 %	7,1 %	8,0 %	11,8 %

Montant en millions d'euros (décembre 2021)
6 611
2 329
5 104
68
11 432
602

### Crédits d'investissement aux entreprises

En glissement annuel	déc.-19	mars-20	juin-20	sept.-20	déc.-20	mars-21	juin-21	sept.-21	déc.-21
Guadeloupe + IDN	16,9 %	18,0 %	19,3 %	19,8 %	20,2 %	15,3 %	11,7 %	9,6 %	6,6 %
Guyane	8,0 %	9,6 %	10,8 %	12,6 %	13,1 %	11,0 %	10,2 %	12,3 %	15,2 %
Martinique	7,7 %	8,1 %	9,9 %	11,1 %	12,0 %	11,4 %	7,4 %	5,2 %	4,0 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	4,9 %	7,3 %	18,2 %	8,6 %	32,3 %	32,5 %	23,1 %	23,1 %	-0,1 %
La Réunion	3,6 %	8,0 %	13,3 %	10,6 %	15,1 %	9,8 %	4,2 %	7,5 %	4,1 %
Mayotte	0,4 %	2,7 %	8,7 %	-0,8 %	0,0 %	0,7 %	-9,6 %	0,8 %	6,6 %

Montant en millions d'euros (décembre 2021)
2 891
957
3 069
52
5 164
284

### Crédits de trésorerie aux entreprises

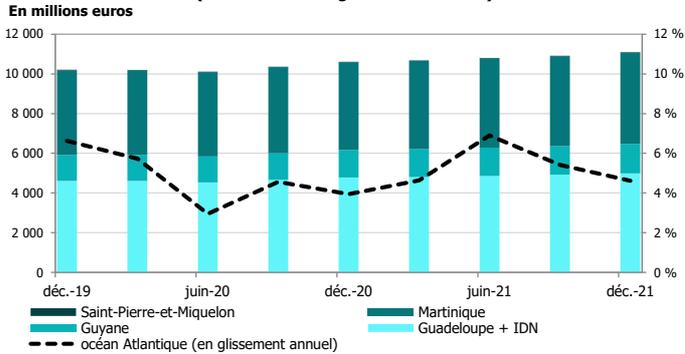
En glissement annuel	déc.-19	mars-20	juin-20	sept.-20	déc.-20	mars-21	juin-21	sept.-21	déc.-21
Guadeloupe + IDN	12,1 %	21,5 %	196,8 %	233,1 %	270,9 %	253,4 %	23,7 %	7,6 %	0,2 %
Guyane	-8,8 %	4,6 %	165,9 %	289,8 %	323,5 %	379,6 %	60,2 %	15,6 %	1,6 %
Martinique	20,8 %	18,8 %	211,6 %	255,8 %	240,3 %	239,4 %	17,4 %	-7,0 %	-10,4 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	19,2 %	-1,1 %	92,2 %	161,9 %	182,6 %	143,3 %	19,4 %	-23,3 %	-29,7 %
La Réunion	2,8 %	3,9 %	133,5 %	186,3 %	197,5 %	208,2 %	26,4 %	-7,1 %	-15,4 %
Mayotte	-4,2 %	7,0 %	78,1 %	290,3 %	290,6 %	281,5 %	120,9 %	-5,9 %	-5,7 %

Montant en millions d'euros (décembre 2021)
808
160
758
10
1 256
86

## Évolution des encours de crédits aux ménages

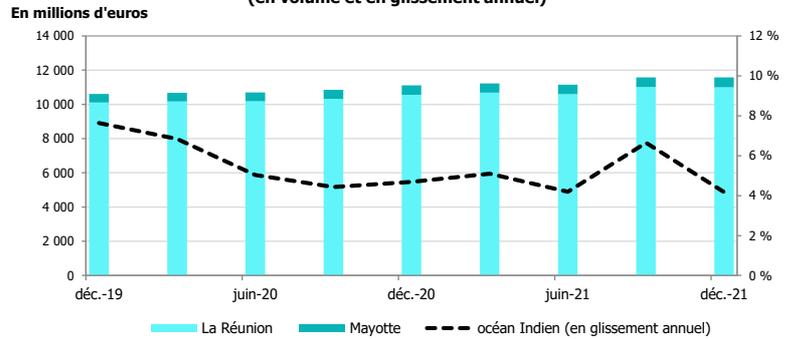
### Répartition par géographie

Évolution des encours de crédits aux ménages dans l'océan Atlantique (en volume et en glissement annuel)



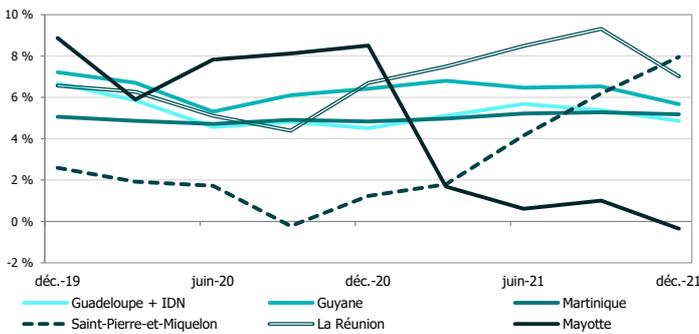
Source : SURFI

Évolution des encours de crédits aux ménages dans l'océan Indien (en volume et en glissement annuel)



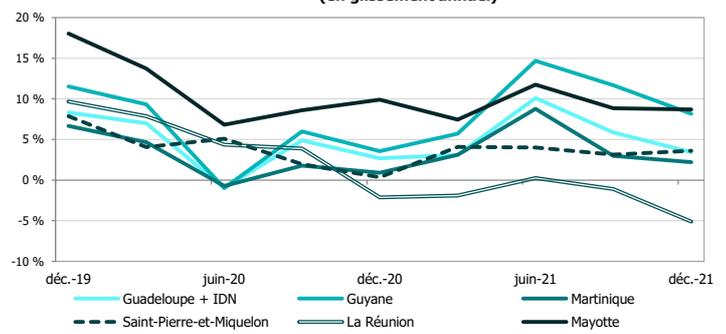
### Évolution des encours de crédits à la consommation et à l'habitat

Évolution des crédits à l'habitat (en glissement annuel)



Source : SURFI

Évolution des crédits à la consommation (en glissement annuel)



#### Crédits totaux aux ménages

En glissement annuel	déc.-19	mars-20	juin-20	sept.-20	déc.-20	mars-21	juin-21	sept.-21	déc.-21
Guadeloupe + IDN	7,2 %	6,2 %	2,7 %	4,9 %	3,9 %	4,4 %	7,1 %	5,5 %	4,4 %
Guyane	8,3 %	7,3 %	3,6 %	6,0 %	5,6 %	6,5 %	8,5 %	7,8 %	6,3 %
Martinique	5,6 %	4,8 %	3,0 %	3,9 %	3,6 %	4,4 %	6,3 %	4,6 %	4,3 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	3,6 %	2,3 %	2,4 %	0,2 %	1,1 %	2,2 %	4,1 %	5,6 %	7,1 %
La Réunion	7,3 %	6,7 %	4,9 %	4,2 %	4,5 %	5,1 %	4,1 %	6,7 %	4,1 %
Mayotte	13,9 %	10,2 %	7,3 %	8,4 %	9,3 %	4,9 %	6,8 %	5,4 %	4,8 %

Montant en millions d'euros (décembre 2021)
4 993
1 474
4 607
121
10 994
583

#### Crédits à l'habitat

En glissement annuel	déc.-19	mars-20	juin-20	sept.-20	déc.-20	mars-21	juin-21	sept.-21	déc.-21
Guadeloupe + IDN	6,7 %	5,9 %	4,6 %	4,8 %	4,5 %	5,1 %	5,7 %	5,4 %	4,9 %
Guyane	7,2 %	6,7 %	5,3 %	6,1 %	6,4 %	6,8 %	6,5 %	6,5 %	5,7 %
Martinique	5,1 %	4,9 %	4,7 %	4,9 %	4,8 %	5,0 %	5,2 %	5,3 %	5,2 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	2,6 %	1,9 %	1,7 %	-0,2 %	1,2 %	1,8 %	4,2 %	6,2 %	8,0 %
La Réunion	6,6 %	6,3 %	5,1 %	4,4 %	6,7 %	7,5 %	8,5 %	9,3 %	7,0 %
Mayotte	8,9 %	5,9 %	7,8 %	8,1 %	8,5 %	1,7 %	0,6 %	1,0 %	-0,4 %

Montant en millions d'euros (décembre 2021)
3 322
1 083
3 220
98
8 625
238

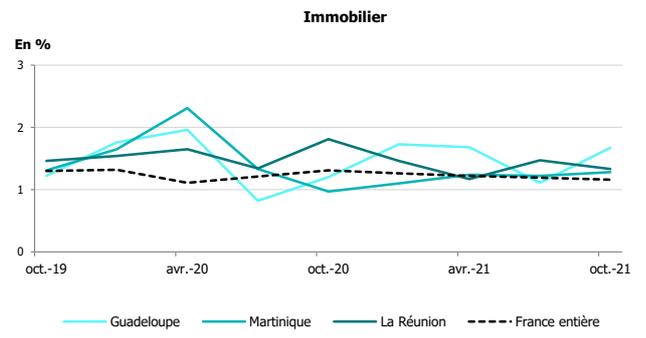
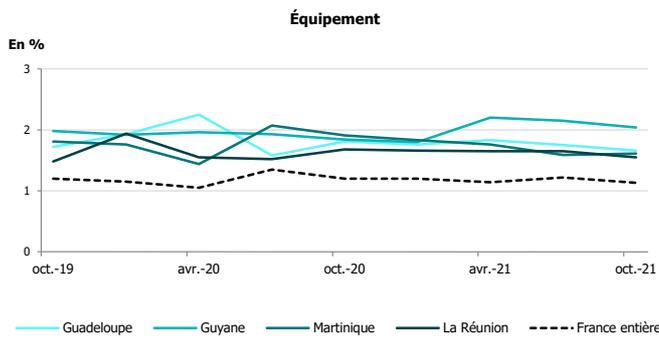
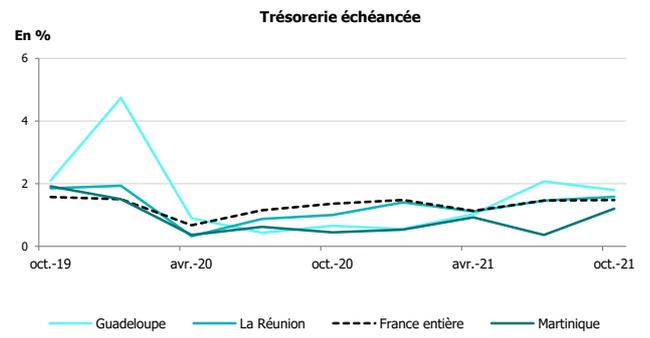
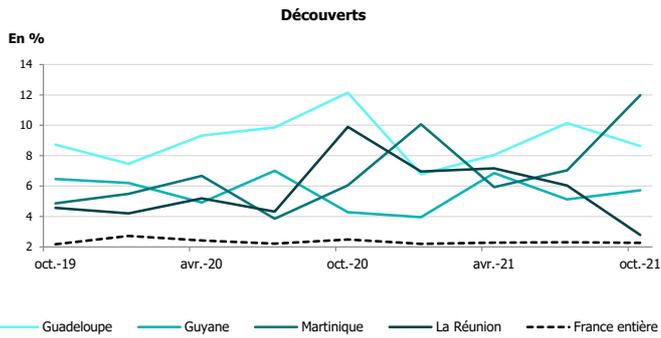
#### Crédits à la consommation

En glissement annuel	déc.-19	mars-20	juin-20	sept.-20	déc.-20	mars-21	juin-21	sept.-21	déc.-21
Guadeloupe + IDN	8,3 %	7,0 %	-1,0 %	4,9 %	2,7 %	3,1 %	10,1 %	5,9 %	3,4 %
Guyane	11,5 %	9,3 %	-1,0 %	6,0 %	3,6 %	5,7 %	14,7 %	11,7 %	8,2 %
Martinique	6,7 %	4,6 %	-0,7 %	1,8 %	0,9 %	3,1 %	8,8 %	3,0 %	2,2 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	7,9 %	4,1 %	5,1 %	2,0 %	0,4 %	4,1 %	4,0 %	3,1 %	3,6 %
La Réunion	9,7 %	7,9 %	4,4 %	3,9 %	-2,1 %	-1,9 %	0,3 %	-1,1 %	-5,1 %
Mayotte	18,0 %	13,7 %	6,8 %	8,6 %	9,9 %	7,4 %	11,8 %	8,8 %	8,7 %

Montant en millions d'euros (décembre 2021)
1 665
390
1 381
24
2 357
345

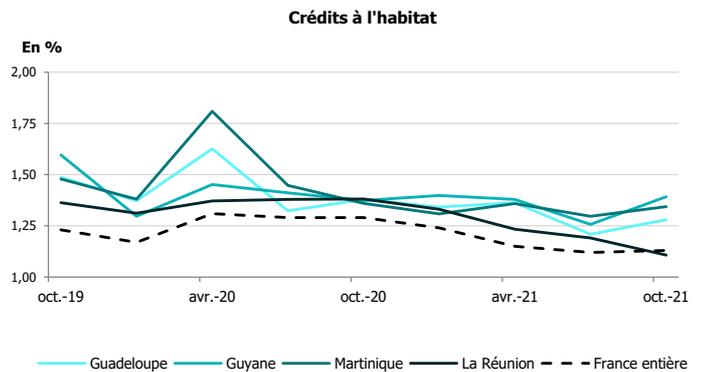
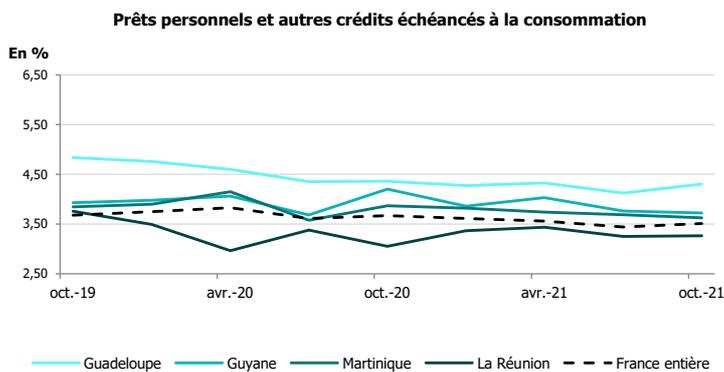
# Évolution des taux des crédits

## Évolution des taux des crédits aux entreprises



Sources : IEDOM, Banque de France

## Évolution des taux des crédits aux particuliers

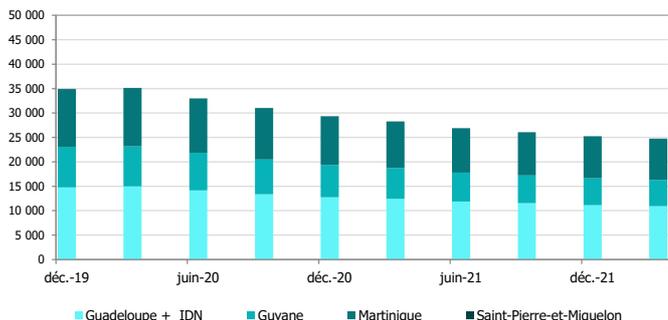


Sources : IEDOM, Banque de France

# Les indicateurs de vulnérabilité

## Ménages

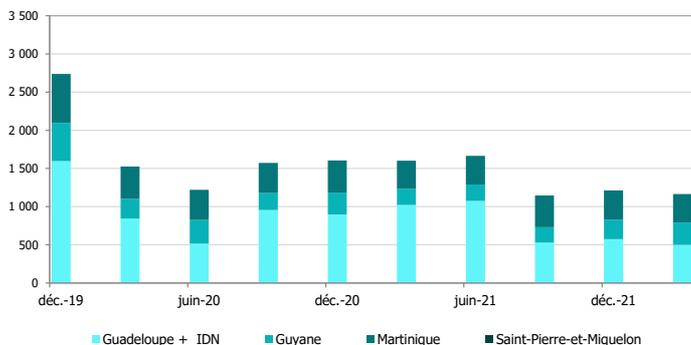
Nombre de personnes physiques en interdiction bancaire dans l'océan Atlantique



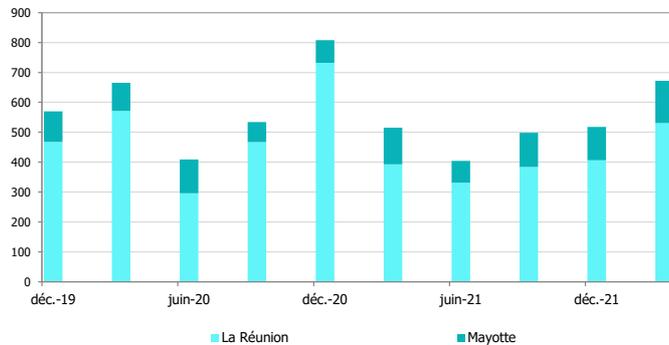
Nombre de personnes physiques en interdiction bancaire dans l'océan Indien



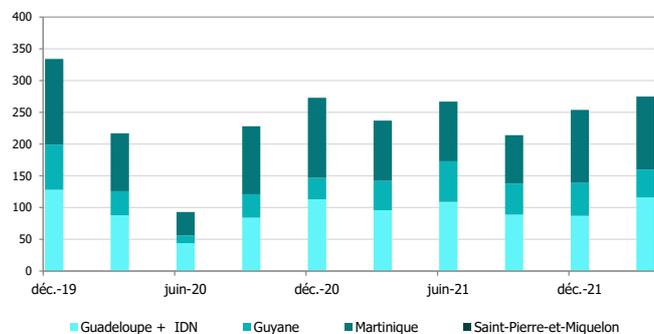
Nombre de retraits de cartes bancaires dans l'océan Atlantique (nombre de retraits au cours du trimestre)



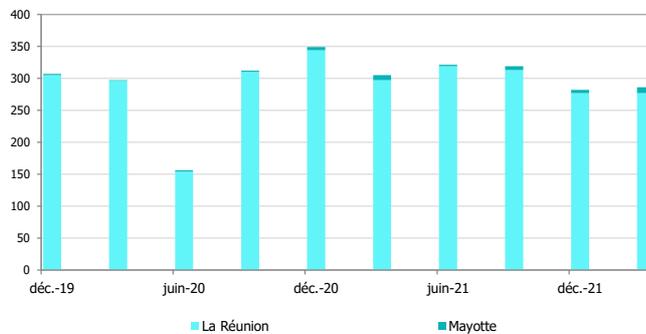
Nombre de retraits de cartes bancaires dans l'océan Indien (nombre de retraits au cours du trimestre)



Nombre de dossiers de surendettement dans l'océan Atlantique (nombre de dossiers déposés au cours du trimestre)



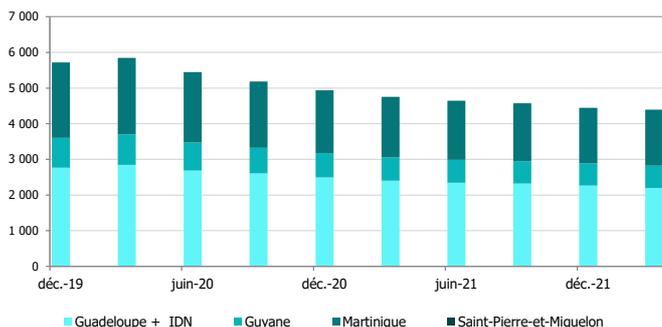
Nombre de dossiers de surendettement dans l'océan Indien (nombre de dossiers déposés au cours du trimestre)



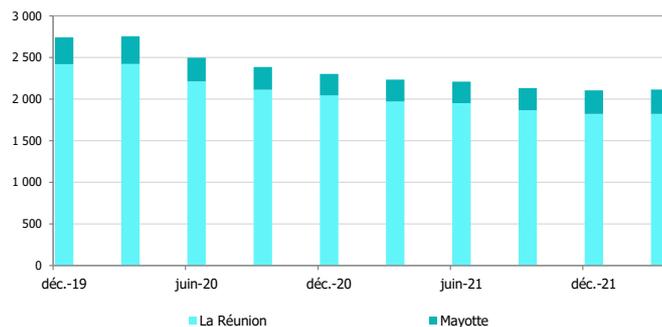
Source : IEDOM

## Entreprises

Nombre de personnes morales en interdiction bancaire dans l'océan Atlantique



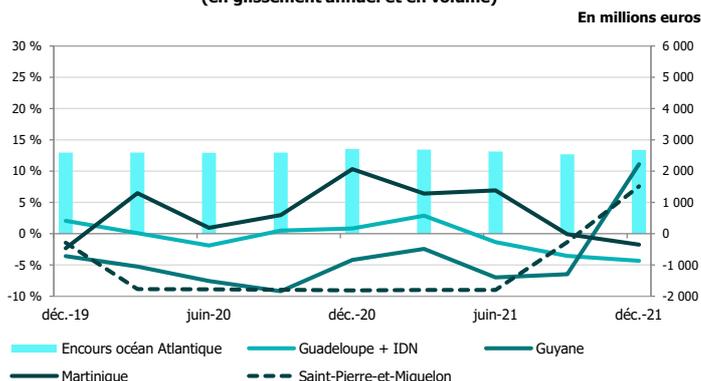
Nombre de personnes morales en interdiction bancaire dans l'océan Indien



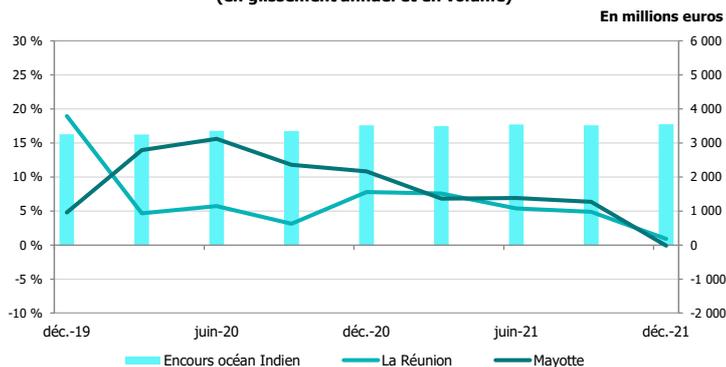
Source : IEDOM

# Le financement des collectivités locales

Évolution des crédits aux collectivités locales dans l'océan Atlantique (en glissement annuel et en volume)



Évolution des crédits aux collectivités locales dans l'océan Indien (en glissement annuel et en volume)



Sources : SURFI et Banque de France (Service central des risques)

## Crédits aux collectivités locales

	déc.-19	mars-20	juin-20	sept.-20	déc.-20	mars-21	juin-21	sept.-21	déc.-21
<i>En glissement annuel</i>									
Guadeloupe + IDN	2,1 %	0,1 %	-1,9 %	0,5 %	0,9 %	2,9 %	-1,3 %	-3,6 %	-4,3 %
Guyane	-3,6 %	-5,2 %	-7,6 %	-9,2 %	-4,2 %	-2,4 %	-7,0 %	-6,5 %	11,1 %
Martinique	-2,3 %	6,5 %	0,9 %	3,0 %	10,3 %	6,4 %	6,9 %	-0,1 %	-1,7 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	-1,5 %	-8,9 %	-8,9 %	-9,0 %	-9,1 %	-9,0 %	-9,0 %	-1,3 %	7,6 %
La Réunion	18,9 %	4,7 %	5,7 %	3,1 %	7,8 %	7,6 %	5,4 %	4,9 %	0,9 %
Mayotte	4,8 %	13,9 %	15,6 %	11,8 %	10,8 %	6,8 %	6,9 %	6,4 %	-0,1 %

Au 31 décembre 2021

Montant en millions d'euros	Part dans les crédits totaux* en %
1 057	8,1 %
317	7,4 %
1 276	11,2 %
26	11,5 %
3 335	12,4 %
210	14,2 %

\* Depuis la publication de l'arrêté de décembre 2018, dans un souci de cohérence dans la mesure où l'encours de crédit aux collectivités locales retenu est l'encours sain, l'encours de crédit total pris en compte est l'encours sain, et non l'encours brut.

## MÉTHODOLOGIE

Les **crédits** présentés concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements bancaires intervenant dans les DOM et COM de la zone euro disposant au minimum d'un guichet domiciliaire d'opération enregistré auprès de la Banque de France dans l'une des géographies concernées (établissements installés localement dits ECIL), soit par ceux n'en disposant pas (établissements de crédit non installés localement dits ECNIL).

Les **actifs financiers** présentés sont ceux placés par l'ensemble des agents économiques auprès des ECIL uniquement.

Les données relatives à la **Guadeloupe** incluent les collectivités de **Saint-Martin** et **Saint-Barthélemy**.

Les **taux des crédits** présentés dans cette note sont collectés à partir de l'enquête « coût du crédit » réalisée par la Banque De France auprès des établissements bancaires ayant leur activité dans les DCOM de la zone euro. Elle prend en compte les crédits nouveaux accordés au cours du premier mois de chaque trimestre aux sociétés non financières et aux particuliers. Les entrepreneurs individuels sont donc exclus de cette analyse. Les taux recensés dans cette enquête sont des taux effectifs au sens étroit (TESE), ils correspondent à la composante d'intérêt du taux effectif global (TEG). Les taux moyens publiés sont calculés en pondérant les taux collectés par les montants de crédit correspondants.

Concernant les **taux des crédits aux entreprises**, les « découverts » rassemblent des découverts stricto sensu ainsi que les crédits permanents. La catégorie « escompte » regroupe l'escompte au sens strict, les financements sur loi Dailly, les mobilisations de créances sur l'étranger et les autres créances commerciales. La « trésorerie échancée » correspond à l'ensemble des instruments de trésorerie hors découverts et escompte. La catégorie « Immobilier » regroupe les prêts immobiliers classiques, ainsi que le crédit-bail immobilier. Les « crédits d'équipement » regroupent les crédits à l'équipement aidés ainsi que les autres crédits à l'équipement. Enfin, les « Autres crédits d'investissement », comprennent les autres crédits à la clientèle, les prêts subordonnés, ainsi que le crédit-bail mobilier.

La méthodologie de l'enquête sur le cout du crédit aux entreprises a évolué en 2017. Elle prend en compte les crédits nouveaux accordés au cours de chaque trimestre aux sociétés non financières, les entrepreneurs individuels étant exclus de cette analyse. Les séries ne sont donc plus comparables avec celles publiées auparavant.

S'agissant des **taux des crédits aux particuliers**, les « crédits à l'habitat » intègrent l'ensemble des crédits à l'habitat des ménages et ce quelle que soit la période de fixation initiale du taux (PFIT). Les « découverts » incluent toutes les utilisations de découvert enregistrées au cours d'un mois de référence ainsi que les crédits de trésorerie non échancés (crédits permanents ou revolving). Le montant déclaré est le montant débiteur moyen constaté au cours du mois de référence. Les « prêts personnels » incluent, en plus des prêts personnels, les financements de ventes à tempérament et les prêts sur carte de crédit.

**Dates d'extraction des données :** juin 2022.